

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/GBT/W/1/Add.32

14 février 1997

(97-0821)

Groupe des télécommunications de base

Original: anglais

COMMUNICATION D'ISRAEL

Projet d'offre sur les télécommunications de base

Révision

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe des télécommunications de base à la demande d'Israël.

1. Conformément au calendrier convenu pour les négociations sur les télécommunications, Israël présente ci-après un projet d'offre révisé sur les services de télécommunication de base. Il se réserve le droit de modifier, réduire ou retirer tout ou partie de son offre à tout moment avant la clôture des négociations. Il se réserve en outre le droit d'apporter à cette offre des modifications de caractère technique ainsi que des amendements et des corrections.
2. Les engagements d'Israël ont été établis sur la base de la note du Président datée du 16 janvier 1997 (S/GBT/W/2/Rev.1).
3. En outre, Israël a supprimé la limitation en matière d'accès au marché relative à la disponibilité du spectre, compte tenu de la note du Président du 3 février 1997 (S/GBT/W/3) sur les limitations concernant l'accès aux marchés qui ont trait à la disponibilité du spectre. Il se réserve le droit de rétablir cette limitation, selon qu'il y aura ou non consensus sur le statut de la note du Président et que cette restriction sera aussi supprimée ou non des autres offres.

ISRAEL - PROJET D'OFFRE REVISE

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
2. SERVICES DE COMMUNICATION			
C. <u>Services de télécommunication</u>	<p><u>Investissement étranger</u></p> <p>a) Pas de limitation concernant la participation étrangère au capital social pour les fournisseurs de services à valeur ajoutée</p> <p>b) Une participation étrangère de 74 pour cent au capital social des fournisseurs de services internationaux est autorisée</p> <p>c) Une participation étrangère de 80 pour cent au capital social des fournisseurs de services assurés par moyens radioélectriques est autorisée.</p>		<p>1) Les droits monopolistiques actuels concernant les services nationaux de télécommunication et l'infrastructure correspondante mentionnés aux paragraphes a i), a iii), b, c, f et g prendront fin en 2001 au plus tard. Le gouvernement publiera les règles et fera connaître la politique réglementaire concernant la façon dont le secteur mentionné ci-dessus sera ensuite ouvert à la concurrence.</p> <p>2) Le gouvernement a délivré une licence aux deux exploitants retenus à l'issue de l'appel d'offres qu'il avait lancé pour l'exploitation de services internationaux s'ajoutant à ceux qu'offre l'exploitant actuel (Bezek International, filiale à 100 pour cent de Bezeq - entreprise locale des PTT). Les sociétés ont l'exclusivité jusqu'au 1er janvier 2002; le gouvernement</p>
a. <u>Services téléphoniques vocaux (CPC 7521)</u>	<p>1) Uniquement sur le réseau de la société israélienne de télécommunication à responsabilité limitée Bezeq</p> <p>2) Néant</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p>	
i) Services de téléphonie vocale publique:			

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- fournis par courants porteurs	3) Réservé au fournisseur monopolistique Bezek. La participation étrangère au capital social de Bezeq est autorisée.	3) Néant	procédera vers 2001 à un réexamen de sa politique afin de voir s'il y a lieu d'ouvrir davantage le secteur des services internationaux à la concurrence.
- fournis par la mise à disposition d'installations	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- locaux/à grande distance ¹	1) Uniquement sur le réseau des trois exploitants	1) Néant	Comme indiqué ci-après (voir aussi le texte joint en annexe)
ii) Services de téléphonie vocale publique:	2) Néant	2) Néant	<u>Indépendance de l'organe de réglementation</u> Les fonctions de réglementation sont du ressort exclusif du Ministère des communications
- fournis par courants porteurs	3) Réservé aux trois exploitants	3) Néant	<u>Interconnexion</u> La Loi sur les télécommunications (n° 5742-1982) autorise le Ministre des communications, notamment, à ordonner à un exploitant d'autoriser l'interconnexion de son réseau avec les installations d'un autre exploitant, à charge pour les deux exploitants de négocier un système d'indemnisation.
- fournis par la mise à disposition d'installations internationales	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
iii) Services de téléphonie vocale publique:	1) Néant, excepté que l'utilisation du réseau de Bezeq ou des réseaux des titulaires de licences est obligatoire.	1) Néant	
- locaux/à grande distance	2) Néant	2) Néant	

1 La revente simple de services internationaux n'est pas autorisée.

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
iv) - fournis par des moyens radioélectriques	3) Obligation d'avoir un associé local; une entité étrangère ne peut pas détenir plus de 80 pour cent des actions.	3) Néant	En cas d'absence d'accord, le ministre peut fixer le prix de l'interconnexion, sur la base des coûts différentiels qui englobent les frais d'exploitation, et en tenant compte d'un rendement approprié du capital. Dans le cas des appels d'offres lancés pour des services soumis à une concurrence restreinte dans ce secteur (c'est-à-dire les services internationaux), le ministre fixe les tarifs maximaux.
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
	1) Uniquement sur le réseau de Bezeq	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) La revente de capacités excédentaires n'est pas autorisée. Services fournis obligatoirement entre points fixes, sans possibilité de transmission à un tiers	3) Néant	
b. <u>Services de transmission de données avec commutation par paquets (CPC 7523)</u> et	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
	1) Uniquement sur le réseau de Bezeq	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Uniquement sur le réseau public de Bezeq	3) Néant	
c. <u>Services de transmission de données avec commutation de circuits (CPC 7523)</u>	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c. <u>Services de transmission de données avec commutation de circuits (CPC 7523)</u> - internationaux	1) Uniquement en utilisant les réseaux des trois exploitants et ceux des titulaires de licences IBS	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Uniquement en utilisant les réseaux des trois exploitants et ceux des titulaires de licences IBS	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
f. <u>Services de télécopie (CPC 7521 + 7529)</u> - locaux, à grande distance	1) Uniquement sur le réseau de Bezeq	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Uniquement sur le réseau public de Bezeq	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
f. <u>Services de télécopie (CPC 7521 + 7529)</u> - internationaux	1) Néant	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Néant	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
g. <u>Services de circuits loués privés</u> (CPC 7521 + 7529) - non vocaux - locaux/à grande distance - d'usage public ou non public	1) Uniquement sur le réseau de Bezeq	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Uniquement sur des circuits loués à Bezeq	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
g. <u>Services de circuits loués privés</u> (CPC 7521 + 7529) - non vocaux - d'usage public ou non public - internationaux	1) Uniquement sur les réseaux des trois exploitants et ceux des titulaires de licences IBS	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Uniquement sur les réseaux des trois exploitants et ceux des titulaires de licences IBS	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
o. <u>Autres services</u> i) Services de radiorecherche	1) Néant	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Néant	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
ii) Services par satellite: téléphonie et données	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

ANNEXE

PROJET DE LISTE D'ENGAGEMENTS ADDITIONNELS CONCERNANT LES SERVICES DE TELECOMMUNICATION DE BASE

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire.

Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'Etat.